

NAVIGATOR

Le budget fédéral 2024 : Le logement, la cerise sur le gâteau



Analyse du budget 2024 par Navigator

avril 2024

En aperçu

Le quatrième budget de Chrystia Freeland ressemble davantage à un manifeste politique qu'à un plan fiscal. Elle a choisi une fois de plus de dépenser dans des domaines où les libéraux se sentent politiquement vulnérables, tout en augmentant les impôts de ceux qui leur rapporteront le moins de votes lors des prochaines élections.

Depuis Pâques, la ministre des Finances et ses collègues ont multiplié les nouvelles initiatives en matière de dépenses, soit 53 milliards de dollars en tout pour le logement, les programmes d'alimentation scolaire, une prestation nationale d'invalidité et plus encore.

L'objectif est clair. Les libéraux veulent convaincre les électeurs milléniaux et de la génération Z qu'ils contribueront à rendre le coût de la vie plus abordable.

En revanche, la ministre Freeland a dû augmenter les impôts pour financer ces promesses et respecter sa ligne de conduite budgétaire, qui consiste à maintenir le déficit à 40,1 milliards de dollars ou moins, tout en réduisant le rapport dette/PIB pour l'année en cours et celles à venir.

Le prix à payer, selon de nombreux économistes, est que le budget ne prévoit pas grand-chose pour combler l'écart de productivité croissant entre le Canada et les autres pays industrialisés. Un écart qui, selon l'OCDE, se maintiendra dans les prochaines décennies et menacera le niveau de vie des Canadiens.

Cependant, pour les libéraux, l'avenir, c'est maintenant, à moins de 18 mois des élections. Ils comptent sur ces dépenses pour consolider le soutien des jeunes électeurs qui les ont aidés à remporter les trois dernières élections ainsi que pour conserver le soutien de leur partenaire, le NPD.

Le titre du budget résume bien le thème : « Une chance équitable pour chaque génération »

L'équité dans ce budget se traduit par une augmentation des impôts de plus de 20 milliards de dollars supportée par un groupe de Canadiens, pour la plupart âgés.

La ministre Freeland fait passer le taux d'inclusion sur les gains en capital de 50 % à 66 % pour les particuliers, les sociétés et les fiducies qui déclarent plus de 250 000 dollars de gains en capital. Le gouvernement précise que ce changement n'affectera que les 0,13 % des Canadiens les plus riches.

Cela n'a rien de surprenant. Un sondage réalisé par Discover de Navigator entre le 26 mars et le 1er avril auprès de 1 500 adultes a révélé que la grande majorité des répondants (78 %) est favorable à l'imposition des richissimes.

Le même sondage indique également que 85 % des répondants, tous groupes d'âge, régions et genres confondus, considèrent que le coût élevé de la vie est le problème le plus important auquel le gouvernement doit s'attaquer. Quant à savoir qui est à blâmer pour cette situation, la cupidité des entreprises et Justin Trudeau ont été identifiés comme les deux principaux responsables.

L'un des deux est plus facilement blâmable que l'autre. Cela mène donc à l'augmentation des impôts pour les plus riches et des dépenses de milliards de dollars en faveur des jeunes et de ceux qui sont politiquement indécis.





**“Aujourd'hui, nous
disons à nos
générations plus jeunes
et à ceux qui se
préoccupent d'elles :
nous mettons le pouvoir
du gouvernement à
votre service.”**

- La ministre des Finances, Chrystia Freeland

En chiffres

Voici ce qu'il faut savoir :

les recettes budgétaires totales sont estimées à **497,8 milliards** de dollars en 2024-2025, soit une augmentation de **32,7 milliards** en comparaison à 2023-2024.

les dépenses totales de programme ont **augmenté de 37,1 milliards de dollars, atteignant ainsi 534,6 milliards** et représentant une augmentation de **238 milliards**, soit une hausse de 44,5 % par rapport à 2015-2016.

Le budget comptabilisera un déficit de **40 milliards** pour l'exercice fiscal en cours.





Avec des taux d'intérêt inégalés depuis 20 ans, les coûts d'emprunt du gouvernement fédéral sont passés de 20,3 milliards de dollars en 2020-21 à 54,1 milliards en 2024-25. Ces coûts devraient atteindre 64,3 milliards en 2028-29.

Faits saillants

- **53 milliards en** nouvelles dépenses sur cinq ans, dont **21,9 milliards** qui seront financés principalement par des augmentations de gains en capital et des droits d'accise.
- **33,8 milliards** pour les dépenses en matière de défense, soit une augmentation de **3,9 milliards** par rapport à 2023-24.
- **19 milliards** pour le logement, soit une augmentation de **8,5 milliards** par rapport à 2023-24.
- **9,1 milliards** en nouvelles dépenses pour les communautés et les entreprises autochtones
- **6 milliards** pour une prestation canadienne pour les personnes handicapées et **un milliard** pour un programme national en matière d'alimentation dans les écoles.





Tel que prévu, des mesures en faveur du logement

Les annonces concernant le logement ont toutes été faites avant que la ministre ne commence son discours à la Chambre des communes.

Autrefois, les budgets étaient une surprise. Cette année, la seule véritable surprise a été de constater qu'une grande partie du document avait été annoncée bien avant que la ministre Freeland ne prenne la parole mardi, pour présenter les priorités budgétaires du gouvernement. Tout aussi prévisible est l'importance accordée par les libéraux au logement.

C'est une chose pour un gouvernement que de mettre en œuvre un bon plan de communication. C'en est une autre de déployer si rapidement un programme de dépenses aussi important et ambitieux. Surtout pour ce gouvernement.

La majeure partie des 19 milliards de dollars supplémentaires est consacrée à des prêts, des subventions, des réductions d'impôts et de nouveaux outils financiers et de planification pour le secteur du logement locatif. Alors qu'environ 8,5 milliards de dollars seront consacrés à l'investissement et à de nouvelles aides au loyer pour le logement social, les mesures les plus importantes pour le secteur en termes d'impact immédiat sont les nouvelles règles d'amortissement du capital pour les nouvelles constructions multi-résidentielles. Cette mesure, combinée à une procédure de demande simplifiée et à des prêts à faible taux d'intérêt supplémentaires pour la construction d'appartements, devrait permettre à de nouveaux projets de voir le jour sur un marché stagnant.



La lutte contre l'itinérance bénéficiera également de nouveaux capitaux et de nouvelles subventions pour les loyers et les services de première ligne. L'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance qualifie ce budget d'investissement comme étant le plus important dans le domaine du logement depuis un demi-siècle.

Les nouvelles règles hypothécaires et les modifications apportées aux plans d'épargne devraient donner à certains d'entre eux un peu de répit pour financer l'achat d'un bien immobilier. Mais le principal défi reste l'offre.

Pour illustrer le défi que représente la mise en œuvre de ce dossier, les mesures annoncées à l'automne dernier en matière de logement sont toujours bloquées en commission. La Société canadienne d'hypothèques et de logement est un autre obstacle pour le ministre du Logement, Sean Fraser. Il faut s'attendre à des changements à la tête de la SCHL dans les prochaines semaines.

Le gouvernement fédéral espère que les investissements dans de nouvelles infrastructures pour soutenir la construction de logements, combinés à des fonds supplémentaires pour permettre aux villes d'approuver de nouveaux projets, feront l'affaire.

Faire adhérer les provinces ? Là encore, c'est délicat.





Doubler la mise sur la nouvelle génération

Pour les libéraux, l'avenir, c'est maintenant.

Ce budget investit massivement dans des initiatives conçues pour donner aux électeurs de la génération des milléniaux et de la génération Z, des possibilités comparables à celles qu'ont eues leurs parents et leurs grands-parents.

Les libéraux augmentent les bourses et les prêts aux étudiants pour l'année scolaire 2024-2025, à hauteur de 1,1 milliard de dollars. D'autres investissements prévoient 351,2 millions de dollars en 2025-26 pour la Stratégie emploi et compétences jeunesse, et une liste élargie de professionnels dans les communautés rurales et éloignées qui sont admissibles à l'annulation du remboursement des prêts étudiants. Le budget prévoit également des mesures visant à encourager l'entrepreneuriat, la compétence numérique et les pratiques durables, le tout dans le but de mobiliser l'énergie et la créativité des jeunes Canadiens pour stimuler le progrès et l'innovation.

Pour les générations qui se sentent opprimées, la carotte que fait miroiter ce document est de répondre à leurs aspirations en mettant la classe moyenne à leur portée. Les politiques ciblées de ce budget visent à répondre aux préoccupations croissantes en matière d'équité intergénérationnelle. Ces mesures sont autant de signes que les libéraux redoublent d'efforts pour s'assurer les votes des jeunes générations.



Le mot du jour – Abordabilité

La vie coûte trop cher.

Compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, il n'est pas surprenant que l'un des axes fondamentaux de ce budget soit consacré à l'abordabilité.

D'habitude, les libéraux fournissent des paiements uniques pour aider à compenser les coûts élevés. Mais cette année, leur message est simple : ne nous blâmez pas, blâmez la cupidité des entreprises.

Les épiciers sont sous les projecteurs et doivent baisser leurs prix rapidement. Les agriculteurs sont incités à approvisionner les rayons plus rapidement, à travers notamment, des réductions d'intérêts et des aides à la productivité.

De leur côté, les opérateurs de réseau mobile et d'internet n'auront plus le droit de facturer des frais supplémentaires aux consommateurs qui changent de fournisseur. De plus, les compagnies aériennes et les distributeurs de billets de concert sont considérés comme les autres grands coupables de frais cachés et seront désormais obligés de dévoiler toutes les options disponibles aux consommateurs.



Les libéraux complètent le tout en demandant à l'Agence de la consommation en matière financière d'établir un cadre réglementaire pour des services bancaires ouverts, permettant aux consommateurs de transférer leurs données financières entre différentes institutions en toute sécurité.

Cela fait partie d'une série de nouvelles mesures dans lesquelles le gouvernement promet d'investir des millions pour la sensibilisation et la protection des consommateurs. Cela inclut d'ailleurs la mise en œuvre d'un régime de sécurité nationale pour superviser et responsabiliser les entreprises.

Les libéraux misent sur ce budget pour persuader les électeurs que la vie sera plus abordable sous l'administration Trudeau que sous une dirigée par Pierre Poilievre.





« Payer sa juste part » vs « Supprimer la taxe »

Comment les libéraux financent le budget 2024.

S'il y a une chose à savoir à propos de Pierre Poilievre, c'est qu'il veut « supprimer la taxe ». Contrairement à leurs rivaux, les libéraux lancent leur propre cri de guerre dans le budget 2024 : « Payer sa juste part ». Pour financer les dépenses prévues dans ce budget, le gouvernement libéral a décidé de demander aux Canadiens les plus riches de payer davantage, notamment en augmentant le taux d'inclusion des gains en capital obtenus au-delà de 250 000 dollars. Cette mesure, associée à d'autres, devrait générer des recettes supplémentaires estimées à 19 milliards de dollars sur cinq ans.

En plus des impôts sur les Canadiens les mieux nantis, le budget 2024 confirme la promesse des libéraux de taxer les géants du numérique et les plus grandes entreprises mondiales. Le gouvernement trouve également de l'argent en s'attaquant à des cibles faciles, comme en proposant d'augmenter les droits d'accise sur le tabac et le vapotage.

Toutes ces mesures visant à identifier de nouvelles sources de financement contrastent fortement avec la philosophie des conservateurs. Ces derniers défendent les grandes entreprises qui fournissent des emplois bien rémunérés et accueillent favorablement les investissements des sociétés internationales.

Pour Poilievre, il est facile d'attiser la colère autour de la « suppression de la taxe », mais les libéraux pensent pouvoir la contrer en redirigeant la colère des jeunes électeurs vers les plus riches qui ne « paient pas leur part ». Seul l'avenir nous le dira, mais une chose est certaine : les prochaines élections approchent à grands pas.



“Pour faire croître la classe moyenne et investir dans les jeunes, tout en maintenant leurs impôts bas, les nouveaux investissements générationnels prévus dans le budget de 2024 seront soutenus par des contributions des gens les plus riches.”

- Budget 2024

NAVIGATOR

**Perdre
n'est
pas une
option.**